



L'INCORR

Faites-le taire

Société, Tribunes

MARION MARÉCHAL : « PÈRE » ET « MÈRE », CES MOTS DEVENUS INTERDITS

Le 20 février, un article de *Marianne* faisait état de l'imposition subreptice d'un nouveau langage plus « inclusif » et moins « genré ». Ces nouvelles règles lexicales sont déjà répandues au Royaume-Uni et au Canada, et la France est de moins en moins épargnée. Pour s'adapter à chacune des minorités et satisfaire les revendications transexuelles et non-binaires, il deviendra donc nécessaire de ne plus user de notre langue traditionnelle. Marion Maréchal revient sur la progression de ces nouveaux idéologues idiomatiques.

Par Marion Maréchal | Publié le 25 février 2021

Partage



Un récent article de *Marianne* dresse une liste d'anecdotes dont on pourrait s'amuser si elles n'étaient pas révélatrices d'une tendance plus générale et profonde dans nos sociétés occidentales. Il a pour titre « Père, Mère, ces mots jugés discriminatoires du Royaume-Uni au Québec ». Pour comprendre la manière dont nous avons pu arriver à de telles absurdités, revenons quelques mois en arrière. En janvier, une enquête de Zone interdite révélait que 22% des français « ne se sentaient ni homme ni femme ». En novembre, un sondage IFOP indiquait quant à lui que 49% des lycéens ne se reconnaissaient pas dans la catégorie « de genre » homme ou femme.

Si une telle proportion a de quoi surprendre, il est indéniable que ce phénomène a pris de



l'ampleur ces dernières années. Je suis convaincue que les réponses de ces Français et de ces lycéens sont le fruit de notre époque. Cette tendance est le pur résultat de l'activisme des militants LGBTIQ+ et de leurs relais médiatiques. Je précise bien que je parle de militants politiques organisés en mouvements et groupes de pression, porteurs d'une doctrine, et non des personnes homosexuelles en général.

En quelques années, l'idée, ou plutôt l'idéologie, de l'« identité de genre » s'est imposée partout, à l'école, dans les universités, dans les grandes entreprises, dans les médias, sur les réseaux sociaux, faisant ainsi tourner la propagande à plein régime auprès de la population et de la jeunesse en particulier. Dorénavant, quiconque s'aventure à remettre en cause cette théorie du genre s'expose immédiatement à l'accusation d'homophobie ou de transphobie.

En quelques années, l'idée, ou plutôt l'idéologie, de l'« identité de genre » s'est imposée partout, à l'école, dans les universités, dans les grandes entreprises, dans les médias, sur les réseaux sociaux, faisant ainsi tourner la propagande à plein régime auprès de la population et de la jeunesse en particulier

Ces fameux « gender studies » ou études de genre, dénués de tout fondement scientifique ou académique, sont le résultat de travaux en sociologie (et non médicaux) parus aux États-Unis dans les années 60. Au prétexte de vouloir légitimement lutter contre d'éventuelles inégalités entre les sexes liées à des conventions sociales, ils ont abouti à une négation radicale de la nature. Ces « études » défendent l'idée que le sexe biologique d'une personne ne correspond pas nécessairement à son « sexe social » et que les différences entre les sexes sont le résultat quasi-exclusif de constructions culturelles. Selon cette théorie, une personne née biologiquement femme peut se définir comme femme, homme, les deux ou ni l'un ni l'autre voire passer de l'un à l'autre, selon le « genre » auquel elle se sent appartenir.

Dans cette idéologie, le sexe biologique se résume à une fiction, il n'est qu'un « sexe assigné à la naissance » que l'on peut remettre en cause à sa guise. Ainsi, une personne de sexe féminin qui se perçoit comme une femme n'est plus considérée comme la norme mais comme une simple catégorie de genre parmi d'autres appelée « cisgenre ».

Fait parlant de l'époque, Facebook propose à ce jour pas moins de 52 genres différents. Et la liste n'a de cesse de s'allonger au gré de l'autodétermination de chacun. Ces activistes cherchent donc à abolir la notion de sexe inné, intrinsèquement discriminante selon eux, au profit de celle de genre choisi. Ce remplacement du sexe par le genre s'accompagne systématiquement de la dénonciation de l'« hétéronormativité ». Ce concept bancal cherche à discréditer le fait que la société se soit organisée dans ses lois, sa culture, ses représentations, son éducation sur la « norme » de l'hétérosexualité.

Selon eux, il ne faudrait donc plus penser la société au travers des pôles masculins et féminins ou sur la base de l'hétérosexualité, pourtant indispensables à la reproduction, mais autour des revendications des minorités de « genre » ou sexuelles.

LIRE AUSSI : ENQUÊTE : LA DILCRAH, OU COMMENT LUTTER CONTRE LA HAINE SE TRANSFORME EN PROPAGANDE LGBT



C'est ainsi que nous arrivons à des situations absurdes où l'emploi du terme « lait maternel » est banni dans certains hôpitaux anglais pour ne pas « blesser les personnes transgenres », tout comme l'utilisation du mot « père » et « mère » est proscrit pour soi-disant éviter les discriminations sexuelles. En Suède, il y a dorénavant des toilettes « neutres » pour ceux qui ne se sentent ni homme, ni femme. Aux États-Unis, des athlètes transsexuels nés hommes et devenus femmes peuvent concourir dans des compétitions féminines malgré l'indéniable concurrence déloyale que cela engendre.

Dernièrement, un nouveau concept dérivé de la logique du genre a émergé : le « transracisme ». Il désigne les personnes « qui revendiquent une identité raciale différente de leur origine ethnique à la naissance. » Après tout si le sexe peut être choisi, pourquoi ne pourrait-on pas décider de son origine ethnique ? Ne croyez pas que ces aberrations ne franchiront jamais les frontières nationales. L'apparition de l'écriture inclusive dite « dégenrée », jusque dans l'Université, est l'une des multiples expressions de cette théorie du genre qui envahissent notre quotidien.

Défendre l'idée que des situations réelles mais marginales, telles que la transsexualité ou l'hermaphrodisme, ne constituent pas une nouvelle catégorie sexuelle au même titre qu'homme et femme n'est en rien un appel à l'intolérance. Chaque personne mérite d'être respectée dans ses particularités de naissance et dans ses choix affectifs ou sexuels. L'intimité appartient à chacun. Le problème tient précisément au fait que les partisans de la théorie du genre aient transformé cette intimité en combat politique, la sexualité en identité et cette identité en revendication communautaire.

Ce combat du genre est en réalité un pur produit de l'individualisme contemporain. Cet individu-roi ne tolère même plus les limites que lui impose la nature

Le tout au mépris d'une évidence naturelle : l'humanité n'est pas répartie en genres infinis mais en deux sexes : homme et femme. Cette différence sexuée porte des permanences anthropologiques irréductibles même si la représentation de la virilité et de la féminité peut évoluer en fonction des époques et des cultures. Il échappe à ces militants du genre que différence ne signifie pas hiérarchie, que distinction n'implique pas discrimination. L'égalité ne rime pas avec confusion ou effacement.

Chaque homme et chaque femme peut avoir une sexualité propre (hétérosexuelle, homosexuelle, bisexuelle, etc.) mais l'hétérosexualité reste, de fait, la pratique majoritaire puisqu'il s'agit là de la condition imposée par la nature pour perpétuer l'espèce. Il n'y a donc rien d'anormal ou de scandaleux à ce qu'elle reste la norme de référence pour la société.

Ce combat du genre est en réalité un pur produit de l'individualisme contemporain. Cet individu-roi ne tolère même plus les limites que lui impose la nature. Il refuse toute forme d'héritage historique, de cadre culturel ou spirituel, il voit dans la déconstruction de toutes références le prix glorieux et nécessaire de l'émancipation, il place ses droits et son désir personnel au-dessus de l'intérêt collectif et de la cohésion de la communauté. Cette déconstruction s'attaque à tous les pans de la société : elle est à la fois juridique, administrative, culturelle, familiale, politique, éducative, philosophique.

Ses conséquences n'épargneront rien ni personne tant que ses opposants préféreront le confort du silence.

Marion Maréchal

Partage

